



Perte du triple A : aggravation des politiques antisociales !

L'une des agences de notations, Standard & Poor's, vient donc d'abaisser la note de neuf pays européens dont la France. Celle-ci a donc perdu son triple A, « notre trésor national »

d'après le premier ministre François Fillon, dont le maintien servait de prétexte central à la politique menée par Sarkozy justifiant la contre-réforme des retraites et l'ensemble des plans d'austérité.

Aggravation des politiques d'austérité

Claironnant le contraire de ce qu'il affirmait il y a quelques semaines, le gouvernement dit aujourd'hui que la perte du triple A n'est pas si grave tout en en profitant pour amplifier les politiques antisociales.

Dans la foulée tout le secteur public se retrouve exposé. Dès la semaine dernière, une liste d'entreprises publiques ont été « mises sous surveillance négative », par exemple Réseau ferré de France, la SNCF, EdF, Aéroports de Paris et même la Caisse des dépôts. Cela va inévitablement se répercuter par une hausse des tarifs, une diminution des prestations, des suppressions d'emplois et, au bout du bout, la privatisation. Les collectivités locales ne seront pas épargnées non plus. Taxes, impôts en tout genre risquent de fleurir pour « équilibrer les budgets ».

Faillite de Sarkozy

Entre les exonérations de cotisations sociales (32 milliards d'euros par an) et les allègements fiscaux (environ 180 milliards) pour les patrons, les

milliards donnés aux banquiers, son quinquennat a conduit à la faillite. En 2007, à son arrivée, l'endettement de la France s'élevait à 900 milliards. En 2012, il est prévu à 1 700 milliards. 700 milliards d'euros de dettes supplémentaires en cinq ans ! Qui dit mieux ? Même la Cour des comptes explique que la crise n'en est responsable qu'à hauteur d'un tiers. Tout le reste est issu des choix politiques faits par le gouvernement Sarkozy.

Un plan d'urgence sociale et démocratique !

Le premier effet de la dégradation de la note de la France sera une augmentation de 3 à 15 milliards d'euros par an des intérêts de la dette. Une raison supplémentaire pour exiger l'arrêt immédiat des remboursements de la dette, sa mise sous enquête publique populaire, son annulation.

La TVA (anti-)sociale représente une attaque majeure à la fois contre la protection sociale et contre le pouvoir d'achat, l'urgence est à la mobilisation unitaire pour son retrait.

Les politiques d'austérité ne font que nous enfoncer toujours plus dans la crise. Nous proposons d'inverser la tendance, de donner la priorité aux besoins sociaux, de dresser un bouclier social contre la crise (augmentation des salaires de 300 € net par mois, SMIC, retraites, allocation d'autonomie pour les jeunes et minima sociaux à 1600 € net par mois, interdiction des licenciements, création massive d'emploi dans les services publics...) en prenant sur les profits (notamment les 37 milliards d'euros de dividendes distribués aux actionnaires des seules quarante entreprises du CAC 40 sur les 87 milliards de leurs profits de 2011) et en augmentant les impôts des riches et des grandes entreprises.

Il faut s'attaquer radicalement au pouvoir du patronat et des banquiers. Saisir les banques et les unifier dans un service public sous le contrôle de la population et des travailleurs des banques donnerait enfin les moyens de faire passer nos vies avant leurs profits.

Mardi 17 janvier 2012



Réunion publique
jeudi 2 février à 20 h 30
Contre la TVA anti-sociale et patronale,
en défense du salaire,
en défense de la Sécu
avec Bernard Friot (économiste)
et Myriam Martin (porte-parole du NPA)
salle Castelbou, 22, rue L.-Castelbou
Toulouse / M° Compans

Philippe Poutou, ouvrier de l'automobile,
candidat anticapitaliste à l'élection présidentielle de 2012
<http://poutou2012.org/> aux capitalistes de payer leurs crises

Nouveau Parti Anticapitaliste 31 : www.npa31.org

imprimé par nos soins / ne pas jeter sur la voie publique

Pour prendre contact : NPA 31, 9, rue Cornaille, 31100 Toulouse / 05 34 55 33 68 / contact@npa31.org